

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Burkina Faso
Unité - Progrès - Justice

Ministère de l'Economie, des Finances et
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 03/2020

Tableau de bord de l'Economie

au 3^{ème} trimestre 2020

Déembre 2020

SOMMAIRE

Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	25
Crédit des contributions	26

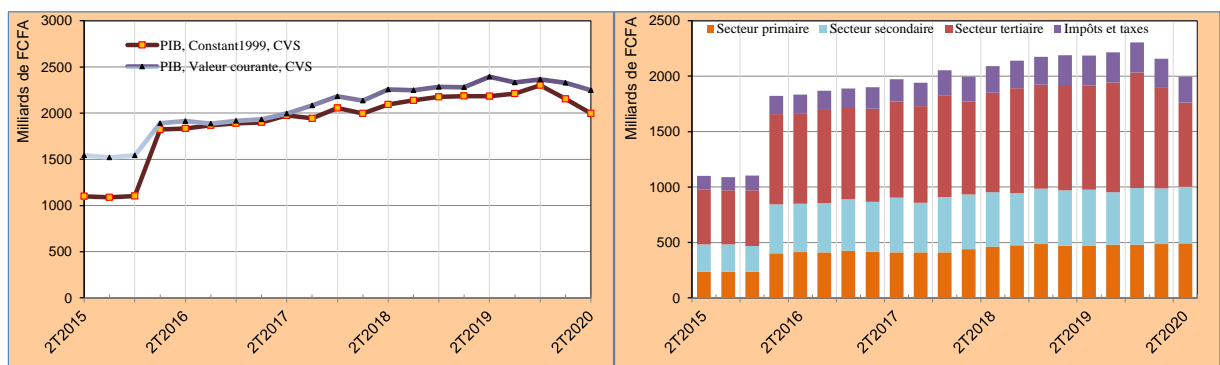
Secteur réel

Au deuxième trimestre 2020, le PIB réel baisse de 7,3% par rapport au trimestre précédent après une baisse de 6,4% enregistrée au premier trimestre. Cette baisse de l'activité économique est imputable à une forte baisse de l'activité dans le secteur tertiaire dont le taux de croissance est ressorti à -16,4%; les secteurs secondaire et primaire ayant enregistré une légère hausse respectivement de 2,1% et de 1,0%.

Au troisième trimestre 2020, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse trimestrielle de 1,9% et une baisse de 0,7% en variation annuelle.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2020	2020	trimestriel	annuel
Secteur primaire	467,6	478,8	479,0	487,1	492,1	1,0%	5,2%
Agriculture	334,2	344,1	344,1	354,4	362,0	2,1%	8,3%
Elevage	89,1	89,4	89,5	89,5	89,5	0,0%	0,5%
Sylviculture, pêche et chasse	41,9	42,0	42,1	39,6	36,8	-7,1%	-12,1%
Secteur secondaire	507,6	475,6	511,7	500,0	510,7	2,1%	0,6%
Extraction	215,9	195,0	213,3	223,4	239,4	7,1%	10,8%
Industrie manufacturière	207,8	199,0	212,4	198,8	195,9	-1,5%	-5,7%
Agroalimentaire	128,7	123,7	135,0	128,7	126,1	-2,0%	-2,0%
Egrenage et fabrication de textiles	27,0	27,1	27,2	26,6	27,1	1,9%	0,6%
Bois et métaux	10,5	10,5	11,3	11,7	12,1	3,7%	14,8%
Autres industries manufacturières	41,6	37,6	38,5	31,1	30,0	-3,7%	-27,9%
Energie	14,9	15,8	15,5	15,7	15,8	0,6%	5,9%
BTP	65,5	62,5	67,0	58,0	55,0	-5,1%	-15,9%
Secteur tertiaire	943,3	989,7	1 043,3	905,9	757,8	-16,4%	-19,7%
Services marchands	112,3	112,4	112,4	106,7	89,9	-15,8%	-20,0%
Commerce	208,6	209,0	215,7	175,3	129,0	-26,4%	-38,2%
Hôtellerie et restauration	53,4	50,3	54,2	40,2	29,7	-26,1%	-44,4%
Transports	24,2	23,9	26,0	22,7	22,1	-2,6%	-8,7%
Télécommunication	55,3	58,3	61,6	55,6	51,9	-6,7%	-6,1%
Services financiers	53,8	51,9	52,0	46,3	48,0	3,7%	-10,8%
Autres services marchands	33,6	32,6	32,0	30,6	28,7	-6,3%	-14,6%
Services non marchands	402,6	450,0	486,9	424,3	352,1	-17,0%	-12,6%
Administrations publiques							
Autres services non marchands							
SIFIM							
Impôts et taxes	268,0	272,0	271,0	264,7	233,4	-11,8%	-12,9%
PIB, Constant1999, CVS	2 184,1	2 210,9	2 301,2	2 154,1	1 996,8	-7,3%	-8,6%
PIB, Valeur courante, CVS	2 393,5	2 331,2	2 364,2	2 328,6	2 248,3	-3,4%	-6,1%



Au deuxième trimestre 2020, le PIB réel baisse de 7,3% par rapport au trimestre précédent après une baisse de 6,4% enregistrée au premier trimestre. Cette baisse de l'activité économique est imputable à une forte baisse de l'activité dans le secteur tertiaire dont le taux de croissance est ressorti à -16,4%; les secteurs secondaire et primaire ayant enregistré une légère hausse respectivement de 2,1% et de 1,0%.

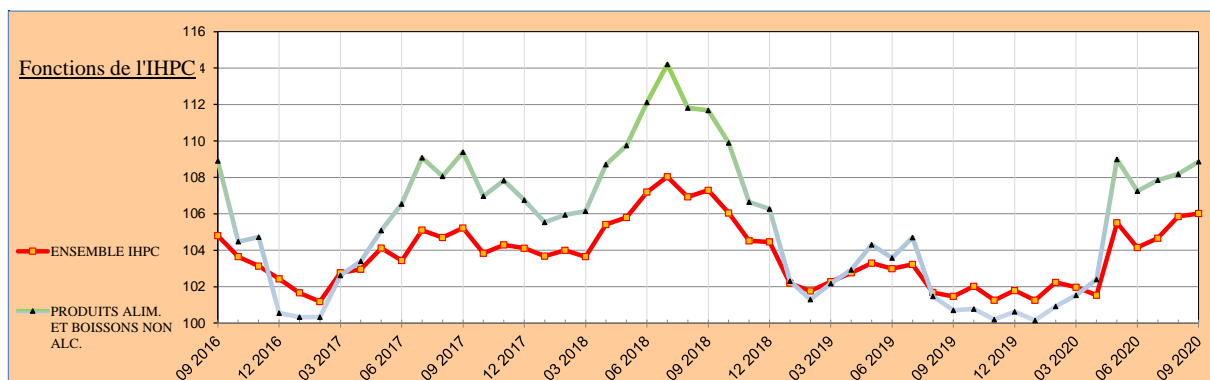
La baisse de l'activité dans le secteur tertiaire est principalement imputable au service des administrations publiques (-17,0%), au commerce (-26,4%) et aux services d'hôtellerie et restauration(-26,1%). La hausse de l'activité économique au cours du deuxième trimestre 2020 dans le secteur secondaire est due principalement au sous-secteur de l'extraction (+7,1%), et de l'énergie (+0,6%). Quant au secteur primaire, les sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture, pêche et chasse ont connu une croissance stable.

Comparé au deuxième trimestre de 2019, la croissance du PIB réel est ressortie à -8,6% en lien avec dégradation du rythme de l'activité économique dans le secteur tertiaire (-19,7%) et une bonne tenue de l'activité dans le secteur primaire (+5,2%) et dans le secteur secondaire (+0,6%).

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	102,1	101,7	101,8	103,7	105,5	1,7%	3,3%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	102,3	100,5	100,9	106,2	108,3	2,0%	5,9%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	129,7	129,4	126,0	124,3	138,2	11,2%	6,6%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	98,1	100,6	101,4	91,9	96,3	4,7%	-1,9%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,2	101,3	101,2	101,2	101,3	0,1%	0,1%
SANTE	100,4	100,4	100,4	100,4	100,4	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	99,3	99,9	100,1	99,0	98,6	-0,4%	-0,7%
COMMUNICATION	98,5	98,6	98,8	98,8	98,8	0,0%	0,2%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,1	101,1	101,1	101,1	101,1	0,0%	0,1%
ENSEIGNEMENT	104,6	107,4	107,4	107,4	107,4	0,0%	2,7%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	104,8	104,9	105,5	105,7	104,8	-0,9%	0,0%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,8	100,8	100,8	100,8	100,8	0,0%	0,0%



Le troisième trimestre 2020 est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation tant en variation trimestrielle qu'annuelle. La hausse trimestrielle est de 1,7% tandis que celle annuelle est de 3,3%.

La hausse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à un renchérissement des produits des fonctions de consommation "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+2,0%), "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+11,2) et "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+4,7%). Les autres fonctions de consommation ont connu une faible variation trimestrielle de leurs prix (entre -0,9% et 0,1%).

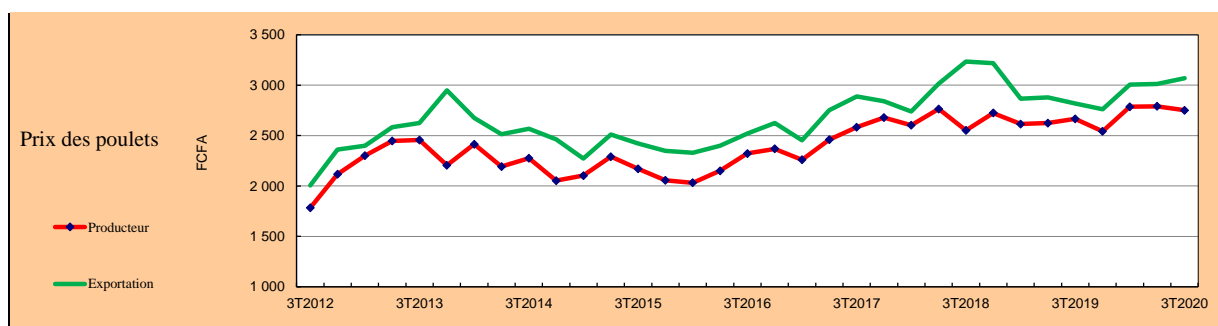
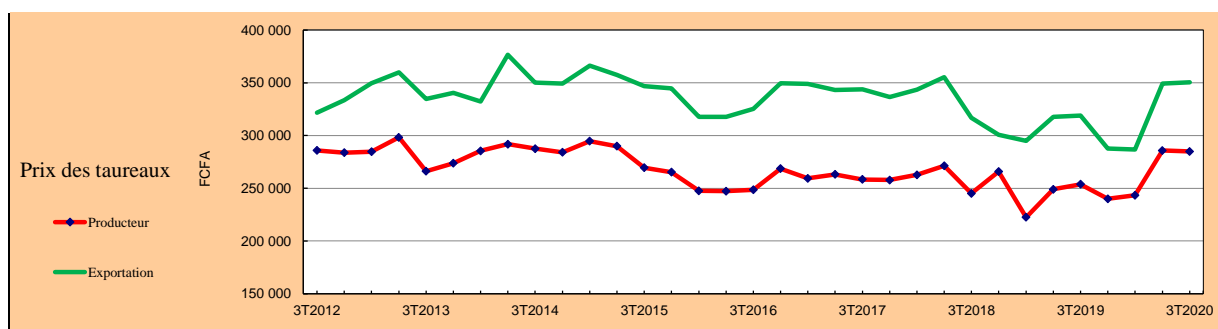
L'inflation de 3,3% relevée en variation annuelle reste imputable au renchérissement des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+5,9%) et des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+6,6%), mais aussi à celui des services d'enseignement (+2,7%). Une hausse atténuée par le fléchissement des prix des services de "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-1,9%).

A fin septembre 2020, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 0,1% contre -2,2% à fin septembre 2019. Les bons résultats de la campagne agricole 2019-2020, la baisse du prix du carburant à la pompe et les mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère constituent les principaux éléments explicatifs de cette maîtrise de l'inflation au troisième trimestre de l'année 2020.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	253 771	239 936	243 267	285 676	284 903	-0,3%	12,3%
Prix à l'exportation du taureau	318 869	287 728	286 582	349 131	350 379	0,4%	9,9%
Prix au producteur du bœuf	47 366	40 877	41 631	46 227	52 134	12,8%	10,1%
Prix à l'exportation du bœuf	59 124	51 328	49 164	57 475	53 250	-7,4%	-9,9%
Prix au producteur du bouc	29 229	30 227	30 583	32 152	27 798	-13,5%	-4,9%
Prix à l'exportation du bouc	35 579	34 692	34 273	37 856	26 781	-29,3%	-24,7%
Prix au producteur du poulet	2 665	2 543	2 785	2 791	2 750	-1,5%	3,2%
Prix à l'exportation du poulet	2 819	2 761	3 006	3 013	3 069	1,9%	8,9%
Prix au producteur de la pintade	2 569	2 532	2 736	2 743	2 765	0,8%	7,6%
Prix à l'exportation de la pintade	2 739	2 729	2 934	2 949	2 951	0,1%	7,7%



Le troisième trimestre 2020, a été marqué par une hausse du niveau d'approvisionnement des marchés en bétail et une baisse des prix des animaux. Cette baisse pourrait s'expliquer par une baisse de la demande.

Le prix du taureau a affiché une quasi stabilité sur les marchés par rapport au trimestre écoulé avec un prix au producteur de 284 903 FCFA et un prix à l'exportation de 350 379 FCFA. En glissement annuel, c'est une tendance haussière des prix qui a été observée avec 12,3% sur les marchés de production et avec 9,9% sur les marchés d'exportation.

Contrairement au prix du bouc, le prix de bœuf a été en hausse sur les marchés de production au cours de ce trimestre. En effet, le prix au producteur du bœuf s'est renchéri de 12,8% en glissement trimestriel. Cependant, sur les marchés d'exportation les prix ont été en baisse aussi bien pour le bœuf (-7,4%) que pour le bouc (-29,3). Comparé au troisième trimestre 2019, les prix du bœuf et du bouc ont gardé les mêmes tendances que celles observées en glissement trimestriel.

La quasi stabilité du prix du taureau et la baisse du prix du bouc observées sur les différents marchés s'expliqueraient par la hausse de l'offre et la baisse de la demande de ces catégories (en raison de la situation sanitaire (COVID19) combiné à la situation sécuritaire). La hausse du prix du bœuf sur les marchés de production s'expliquerait d'une part par le bon état d'embonpoint des animaux présent sur le marché et d'autre part par la hausse de la demande au mois de juillet pour la fête du mouton (Tabaski).

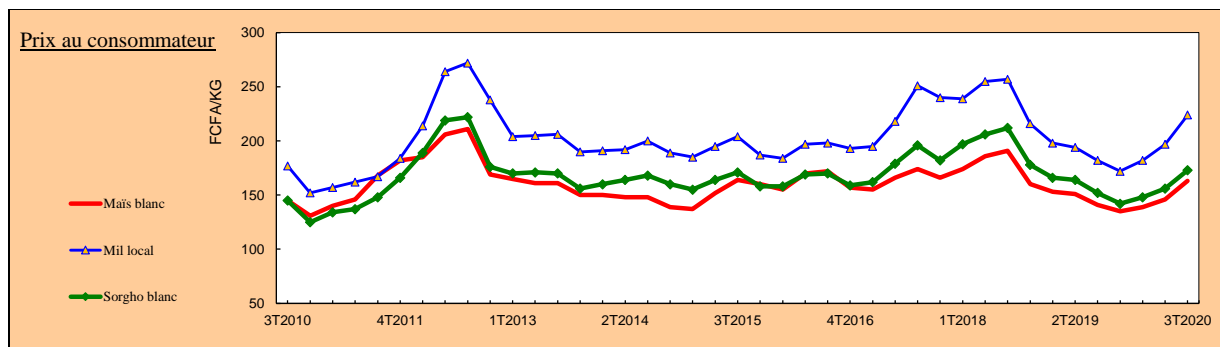
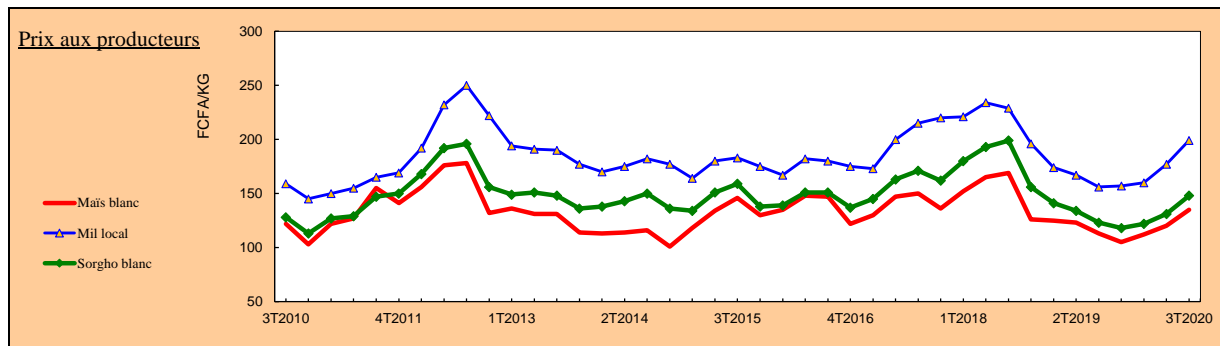
Le prix du poulet a évolué en baisse sur les marchés de production (-1,5%) et en hausse sur les marchés d'exportation (+1,9%) en glissement trimestriel. Quant au prix de la pintade, il est resté stable sur l'ensemble des marchés. En glissement annuel, les prix du poulet et de la pintade ont affiché une tendance haussière. En effet, sur les marchés de production, les prix du poulet et de la pintade ont connu des renchérissements de 3,2% et de 7,6% respectivement. S'agissant des marchés d'exportation, les hausses observées ont été de 8,9% pour le poulet et de 7,7% pour la pintade.

La baisse du prix du poulet s'expliquerait par la baisse de la demande dû au manque d'opportunités dû à la pandémie de la COVID19.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	113,0	105,0	112,0	120,0	135,0	12,5%	19,5%
Prix au consommateur du maïs blanc	141,0	135,0	139,0	146,0	163,0	11,6%	15,6%
Prix au producteur du mil local	156,0	157,0	160,0	177,0	199,0	12,4%	27,6%
Prix au consommateur du mil local	182,0	172,0	182,0	197,0	224,0	13,7%	23,1%
Prix au producteur du sorgho blanc	123,0	118,0	122,0	131,0	148,0	13,0%	20,3%
Prix au consommateur du sorgho blanc	152,0	142,0	148,0	156,0	173,0	10,9%	13,8%



Le troisième trimestre de l'année 2020 a été marqué par une réduction de l'approvisionnement des marchés et une faiblesse de l'offre céréalière sur les marchés. Cette situation marque habituellement la période de soudure. Malgré une assez bonne disponibilité, l'offre a été jugée faible comparativement à l'année précédente à la même période. Cette faiblesse est plus marquée dans les régions du nord et du Sahel où l'insécurité et l'état défectueux des routes en période hivernale entravent l'accès physique aux marchés. Néanmoins, la présence des boutiques de vente à prix social de le SONAGESS permet de renforcer cette offre dans ces régions.

Concernant les prix des céréales, des hausses de prix compris entre +10,9% et +13,7% ont été enregistrées par rapport au trimestre précédent. Comparés à septembre 2019, de fortes hausses sont ressorties dues principalement à plusieurs facteurs : (i) une variation atypique des prix au cours de l'année 2019 (ii) une baisse de la production de la campagne agricole 2019-2020 (iii) une recrudescence de l'insécurité dans les régions du Nord, du Centre-Nord et du Sahel, impactant négativement sur l'approvisionnement des marchés (iv) une hausse de la demande liée à hausse des déplacés internes.

Les prix moyens à la collecte se situaient à 135 FCFA le kilo pour le maïs, 199 FCFA pour le mil et 148 FCFA pour le sorgho. Ce qui donne des variations par rapport au trimestre précédent de 12,5% pour le maïs, 12,4% pour le mil et 13% pour le sorgho. Par rapport au troisième trimestre de l'année 2019, les variations sont de +19,5%, +27,6% et 20,3% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

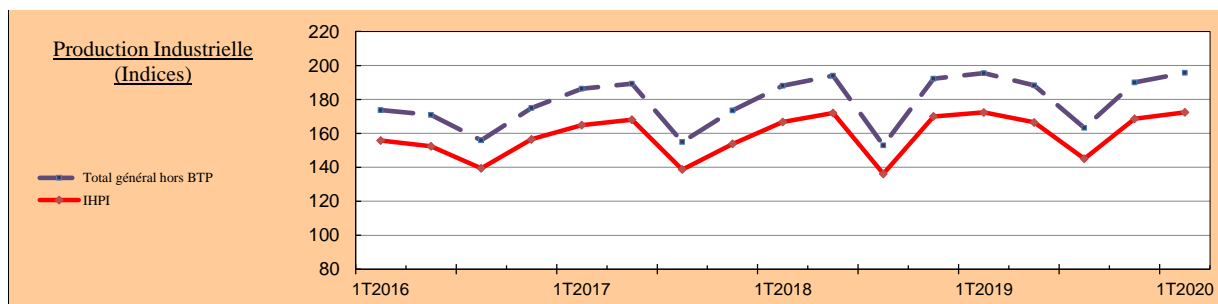
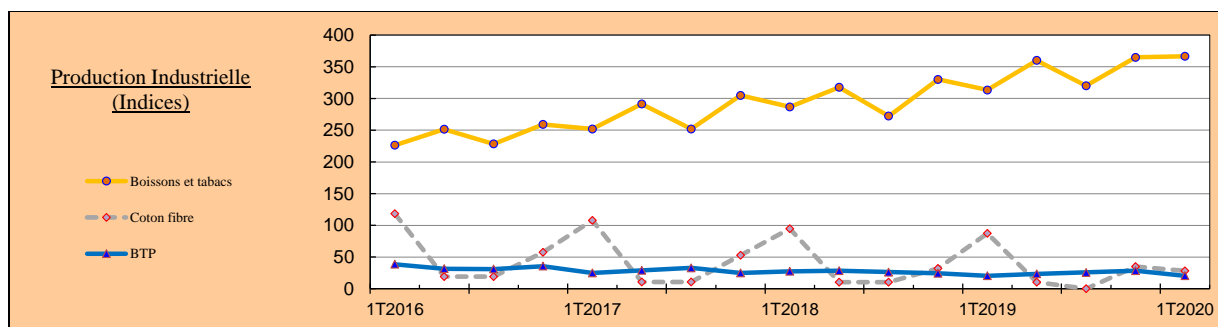
Pour les prix moyens des céréales sur les marchés de détail, ils se situaient à 163 FCFA le kilo pour le maïs, 224 FCFA pour le mil et 173 FCFA pour le sorgho. Ce qui donne des variations par rapport au trimestre précédent de +11,6% pour le maïs, de +13,7% pour le mil et de +10,9% pour le sorgho. Comparativement au même trimestre de l'année antérieure, des hausses de prix ont également été enregistrées : +16,6% pour le maïs, +23,1% pour le mil et +13,8% pour le sorgho.

Au prochain trimestre, les prix de céréales pourraient connaître des baisses avec la période de récolte. L'amplitude de ces baisses sera fonction du déroulement de la campagne agricole 2020/2021.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2019	2020	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	87,2	10,3	0,0	35,0	28,3	-18,9%	-67,5%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	243,3	263,1	235,4	293,5	309,4	5,4%	27,1%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	92,7	22,8	13,4	45,2	39,2	-13,3%	-57,8%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 772,3	1 698,0	1 521,7	1 653,8	1 733,1	4,8%	-2,2%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	170,2	169,0	156,6	188,2	188,3	0,1%	10,7%
BOISSONS ET TABAC	313,3	360,0	320,1	364,8	366,6	0,5%	17,0%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	170,2	169,0	156,6	188,2	188,3	0,1%	10,7%
BOULANGERIES, MEUNERIES	225,1	327,3	348,9	712,5	854,3	19,9%	279,5%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	96,8	54,1	48,6	113,8	150,8	32,5%	55,9%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	148,3	148,3	148,3	148,3	148,3	0,0%	0,0%
INDUSTRIES CHIMIQUES	77,7	73,6	40,7	75,8	87,8	15,8%	13,0%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	0,0%	0,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	148,9	167,7	119,0	109,0	126,0	15,6%	-15,3%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	20,6	23,4	25,7	28,6	20,6	-28,1%	0,0%
TOTAL GENERAL HORS BTP	195,5	188,3	163,3	190,0	195,7	3,0%	0,1%
IHPI	172,3	166,5	145,1	168,6	172,5	2,3%	0,1%



Le quatrième trimestre 2019 est marqué par une amélioration de l'activité industrielle. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) enregistre une hausse de 16,8% en glissement trimestriel pour s'établir à 169,5. Comparé au quatrième trimestre 2018, l'indice est en légère baisse (-0,3%).

La hausse observée est due principalement à la bonne tenue de l'activité dans les industries extractives, de produits alimentaires, boissons et tabacs et dans les entreprises de fabrication de matériaux de construction. En effet, le secteur minier, tiré principalement par la production aurifère, enregistre une augmentation de sa production de 8,7% en glissement trimestriel. En glissement annuel par contre, l'indice de l'industrie minière est en forte baisse (-20,1%). De même, l'indice des industries de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de tabacs est en hausse tant en glissement trimestriel (+24,7%) qu'annuel (+20,5%). Enfin, la production des industries de fabrication de matériaux de construction connaît une hausse de production matérialisée par une amélioration de l'indice de la sous branche aussi bien en glissement trimestriel (+11,4%) qu'annuel (+17,1%).

La baisse de production d'énergie électrique (-15,7%), au profit d'autres sources comme l'importation d'électricité, continue d'impacter négativement l'indice des industries énergétiques. En effet, l'indice du secteur électricité, eau, gaz est en baisse de 8,4% en glissement trimestriel malgré une hausse de la production d'eau (+8,1%). En glissement annuel, l'indice enregistre également une forte baisse de 34,4%.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	Croissance moyenne	
						2015-2019	2018-2019
Effectif de bovins (en têtes)	9 272 510	9 457 934	9 647 073	9 839 995	10 036 771	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 556 056	9 842 712	10 137 973	10 442 084	10 755 322	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	14 308 172	14 737 393	15 179 490	15 634 856	16 103 880	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	43 487	44 792	46 135	47 519	48 945	3,0%	3,0%

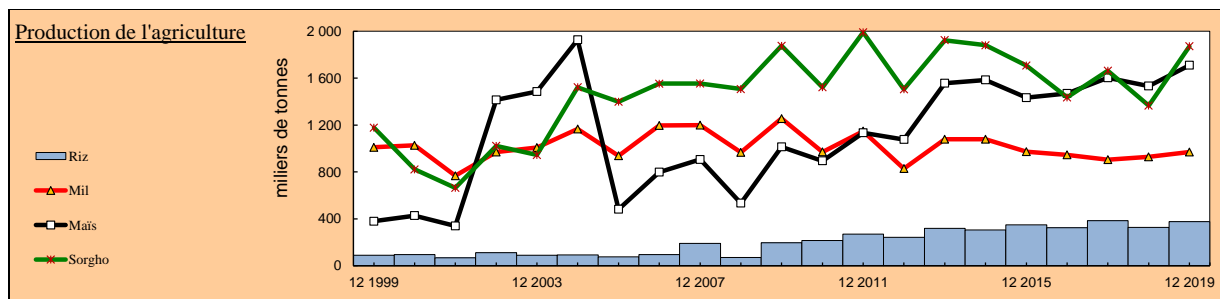


Les effectifs du cheptel ont été estimés sur la base des données de la deuxième enquête nationale sur les effectifs du cheptel (ENEC II) et les paramètres de croît en 2019. Sur la base de ces estimations, le Cheptel croitraient de 2% pour les bovins et de 3% pour les petits ruminants et la volaille. Les résultats de cette estimation consignés dans le tableau ci-dessus donnent pour les bovins un effectif de 10 036 771 têtes, pour les petits ruminants (ovins et caprins) un effectif de 26 859 202 têtes et pour la volaille (poules et pintades) 48 944 800 têtes.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

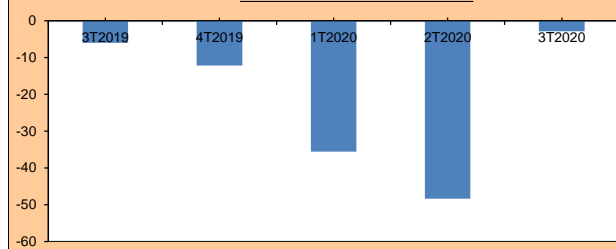
PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	Croissance moyenne	
						2015-2019	2018-2019
Production brute totale de céréales	4 189 665	4 567 066	4 063 198	5 180 702	4 939 630	4,2%	-4,7%
dont : Production brute de mil	946 184	905 071	928 234	1 189 079	970 176	0,6%	-18,4%
dont : Production brute de sorgho	1 435 640	1 663 844	1 365 898	1 929 834	1 871 792	6,9%	-3,0%
dont : Production brute de maïs	1 469 612	1 602 525	1 533 431	1 700 127	1 710 898	3,9%	0,6%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	325 138	384 690	325 566	350 392	376 577	3,7%	7,5%

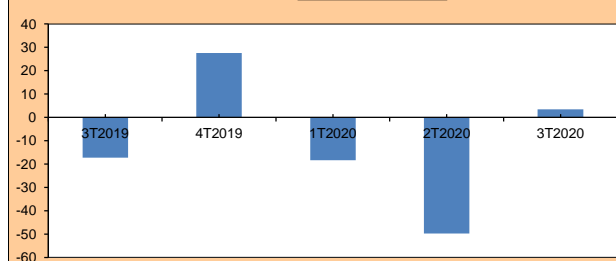


Le suivi de la campagne agropastorale est la principale activité de ce troisième trimestre. Le début de la campagne agropastorale 2020/2021 a été caractérisé par un démarrage précoce et graduel des pluies sur la majeure partie du pays. En effet, des quantités appréciables de précipitations ont été enregistrées au cours des mois d'avril et de mai, présageant ainsi un début précoce de la saison agricole, et ont permis dans certaines localités le démarrage des opérations de labour et des premiers semis. A l'issue des pluies précoces enregistrées, s'en est suivie une hétérogénéité remarquable des précipitations ainsi que des séquences sèches longues de la deuxième décennie de juin à la première décennie de juillet. A partir de la deuxième décennie de juillet, les pluies se sont régulièrement installées sur l'ensemble du territoire. Des précipitations exceptionnelles ont été enregistrées dans plusieurs régions durant la deuxième décennie de juillet et dans le courant du mois d'août souvent accompagnées de vents violents ainsi que la succession des pluies modérées sur plusieurs jours d'affilée occasionnant dans plusieurs régions du pays, des pertes en vie humaine, des inondations de champs, des chutes de maisons d'habitation et de greniers, des destructions de vivres, des dégâts d'infrastructures, des dégâts de matériels et des pertes de volailles et de bétails.

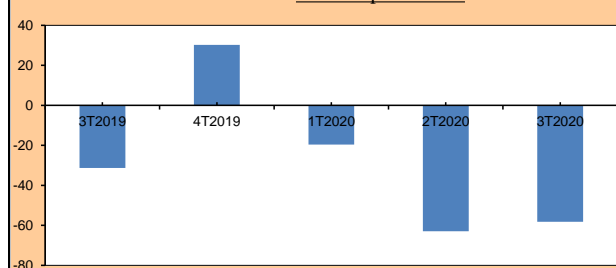
Malgré la régularité et la bonne répartition des pluies dans le temps et dans l'espace depuis la deuxième décennie de juillet sur la majeure partie du pays, des poches de sécheresse ont été signalées, notamment dans les régions du Sud-Ouest, des Cascades et du Centre-Ouest. Ces poches de sécheresse ont eu des impacts sur le développement et la croissance des cultures. L'analyse de la situation pluviométrique du 1er avril au 31 août 2020 sur le pays montrait des cumuls saisonniers variant entre 1177.0 mm en 34 jours de pluie à Sebba dans le Yagha et 394.5 mm en 27 jours à Mangodara dans la Comoé. Comparés à la normale (moyenne 1981-2010) et pour la même période, ces cumuls pluviométriques ont été excédentaires à similaires sur la majeure partie du territoire. En fin de trimestre, les cultures présentaient néanmoins une bonne physiologie. Le stade phénologique dominant au 31 août était la montaison et les opérations culturales étaient dominées par le sarclage et le buttage. Sur le plan phytosanitaire, des infestations de chenilles légionnaires d'automne sur le maïs ont été signalées, mais de faible ampleur comparativement à la campagne passée.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

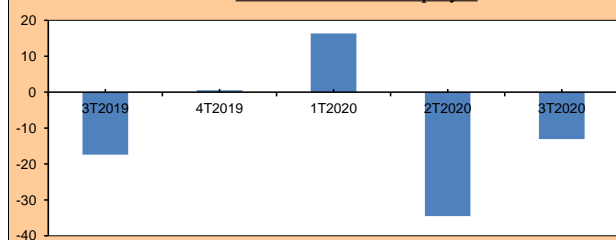
La détérioration du climat des affaires s'atténue au troisième trimestre 2020 après une aggravation continue depuis le 3ème trimestre 2019.

... sur les recettes**Recettes**

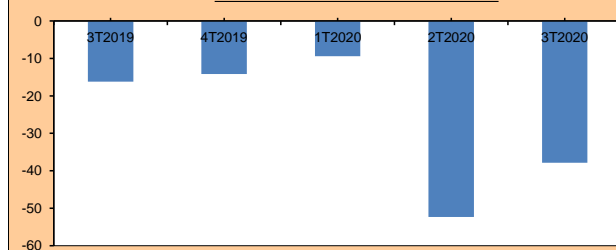
Une hausse des recettes au 3ème trimestre après des baisses consécutives au 1er et deuxième trimestre 2020.

... sur la production**Production**

La production poursuit sa baisse au 3ème trimestre 2020.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

La baisse des effectifs employés ralentit au 3ème trimestre 2020.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

La détérioration de la situation de la trésorerie s'atténue.

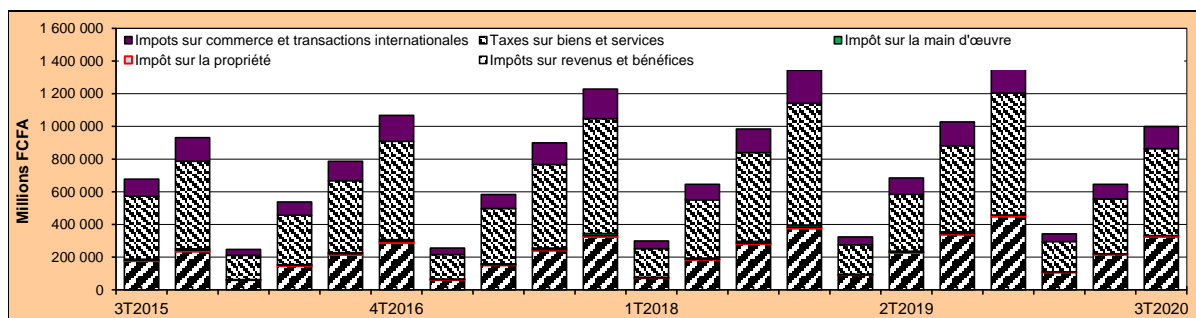
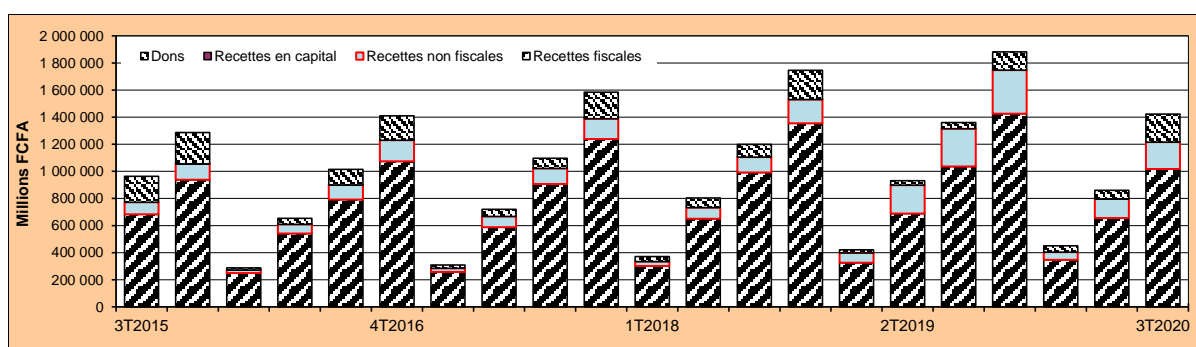
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, base engagement, est ressortie déficitaire de 497,57 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre un déficit de 173,34 milliards de FCFA à la même période de 2019, soit une aggravation de 324,23 milliards de FCFA.

RECETTES TOTALES ET DONNS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2020)	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	2 562 273,6	1 360 556,6	1 881 970,0	449 951,9	859 491,1	1 422 624,8	55,5%	4,6%
Recettes totales	2 223 736,9	1 314 918,7	1 747 695,2	404 509,7	797 140,6	1 215 530,9	54,7%	-7,6%
Recettes courantes	1 885 200,3	1 314 918,7	1 747 695,2	404 509,4	797 139,1	1 215 414,1	64,5%	-7,6%
Recettes fiscales	1 654 215,0	1 035 173,5	1 424 863,9	347 449,2	656 446,8	1 016 951,5	61,5%	-1,8%
Impôts sur revenus et bénéfices	502 554,0	337 958,8	448 636,9	106 481,0	215 310,9	325 147,6	64,7%	-3,8%
Impôt sur la main d'œuvre	95 261,2	9 777,4	13 220,4	3 836,7	7 136,2	10 574,2	11,1%	8,1%
Taxes sur biens et services	872 903,3	526 903,3	746 847,9	185 470,1	335 177,6	532 226,9	61,0%	1,0%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	237 435,4	146 169,7	195 885,5	46 440,8	90 414,0	135 094,9	56,9%	-7,6%
Autres recettes fiscales	15 843,2	8 187,5	11 625,0	1 651,2	3 226,4	6 700,0	42,3%	-18,2%
Recettes non fiscales	230 985,3	279 745,2	322 831,3	57 060,2	140 692,3	198 462,6	85,9%	-29,1%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,321	1,456	116,765		
Dons	338 536,7	45 637,9	134 274,8	45 442,2	62 350,6	207 093,9	61,2%	353,8%
Projets	262 016,7	32 770,0	45 893,2	45 442,2	60 591,5	106 058,4	40,5%	223,6%
Programmes	76 520,0	12 867,9	88 381,6	0,0	1 759,0	101 035,5	132,0%	685,2%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 1422,62 milliards de FCFA au troisième semestre 2020 contre un niveau de 1360,56 milliards de FCFA à la même période en 2019, soit une progression de 4,6%. Cette performance s'explique uniquement par la hausse des dons qui ont connu une augmentation de 161,46 milliards de FCFA.

Les recettes propres ont connu un repli de 7,6% par rapport à fin septembre 2019 pour s'établir à 1215,53 milliards de FCFA à fin septembre 2020. Cette diminution est liée aussi bien à la baisse des recettes fiscales qu'à celle des recettes non fiscales.

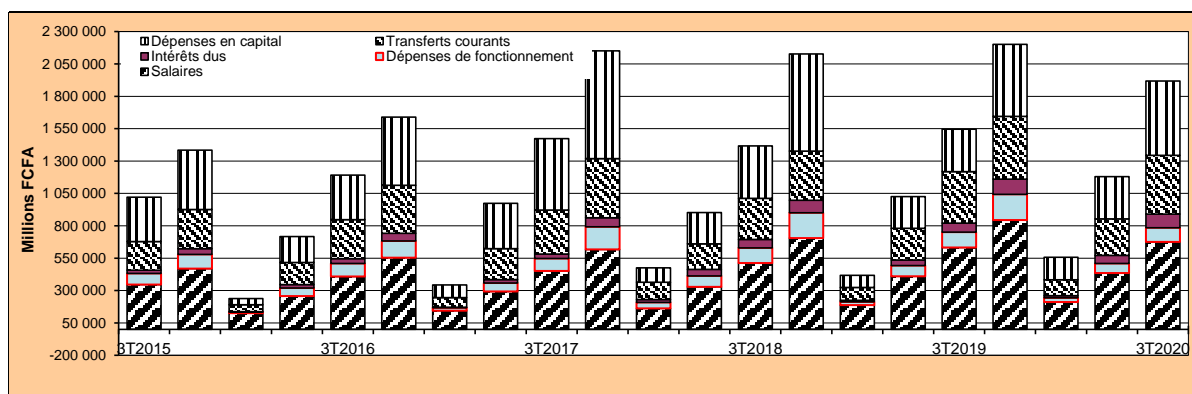
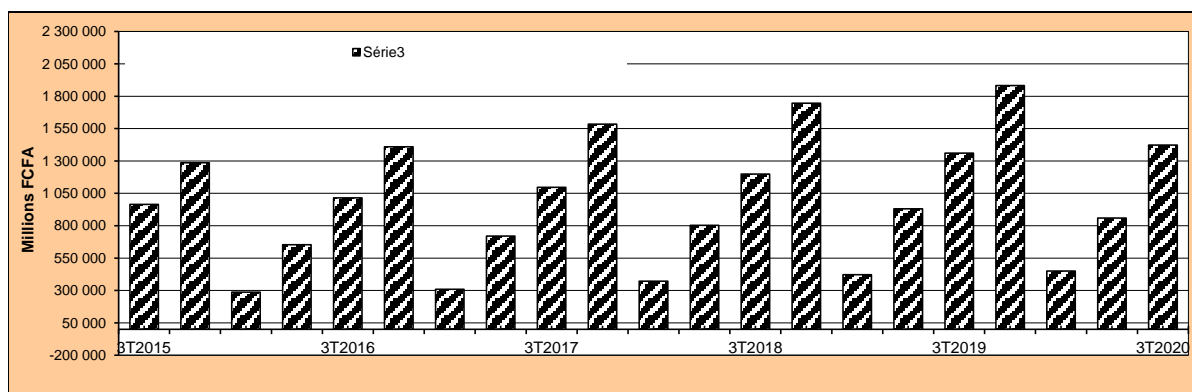
Les recettes fiscales, au 30 septembre 2020, ont regressé de 18,22 milliards de FCFA (-1,8%) par rapport à la même période de 2019 pour se situer à 1 016,95 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique essentiellement par des diminutions constatées au niveau des « impôts sur revenus et bénéfices » (-12,81 milliards de FCFA) et des « impôts sur commerce et transactions internationales » (-11,07 milliards de FCFA) compensée par la hausse de la « taxe sur biens et services » (+5,32 milliards de FCFA).

Les recettes non fiscales, qui incluent les recettes liées à l'acquisition des licences de téléphonie mobile, ont connu une baisse importante de 81,28 milliards de FCFA (-29,1%) pour se situer à 198,46 milliards de FCFA à fin septembre 2020, après un niveau de 279,75 milliards de FCFA à la même période de 2019. Cette baisse résulte principalement de celles des « ventes non industrielles » (-72,65 milliards de FCFA) et des « produits financiers » (-11,18 milliards de FCFA).

En ce qui concerne les dons, la mobilisation est de 207,09 milliards de FCFA au premier semestre 2020 contre une mobilisation de 45,64 milliards de FCFA à la même période de 2019, soit une hausse de 161,46 milliards de FCFA.

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	2 508 876,9	1 533 901,3	2 177 424,6	557 382,5	1 183 080,2	1 920 199,4	76,5%	25,2%
Dépenses	2 518 457	1 545 761,8	2 201 274,0	557 326,1	1 179 306,6	1 917 539,9	76,1%	24,1%
Dépenses courantes	1 621 296	1 217 743,7	1 644 483,1	383 723,6	852 649,3	1 343 590,6	82,9%	10,3%
Salaires	101 020	632 320,3	844 426,3	211 694,5	435 398,6	674 676,6	667,9%	6,7%
Dépenses de fonctionnement	198 993	117 990,8	198 431,2	32 201,0	73 717,5	110 638,4	55,6%	-6,2%
Intérêts dus	123 380	70 644,4	117 069,3	15 779,1	62 144,6	104 498,7	84,7%	47,9%
Transferts courants	420 923	396 788,2	484 556,3	124 048,9	281 388,5	453 776,9	107,8%	14,4%
Dépenses en capital	897 161	328 018,1	556 790,9	173 602,5	326 657,3	573 949,3	64,0%	75,0%
financées sur ressources propres	500 654	232 856,9	418 987,1	65 746,4	167 582,1	279 558,2	55,8%	20,1%
Prêts nets	-9 580	-11 860,5	-23 849,3	56,4	3 773,6	2 659,5	-27,8%	-122,4%



Les dépenses totales et prêts nets, en se situant à 1 920,20 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 1 533,90 milliards de FCFA à la même période en 2019, enregistrent une hausse de 386,30 milliards de FCFA (+25,2%). Cette augmentation est imputable à celle des dépenses courantes (+ 125,85 milliards de FCFA) et des dépenses en capital (+ 245,93 milliards de FCFA).

Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 1 343,59 milliards de FCFA à fin septembre 2020, enregistrant un accroissement de 10,3% par rapport à fin septembre 2019. Cette augmentation est la résultante, d'une part, de la hausse des dépenses de transferts courants (+56,99 milliards de FCFA), des dépenses de personnel (+42,36 milliards de FCFA) et des paiements des charges de la dette (+33,85 milliards de FCFA) et, d'autre part, de la baisse des dépenses de fonctionnement (- 7,35 milliards de FCFA)

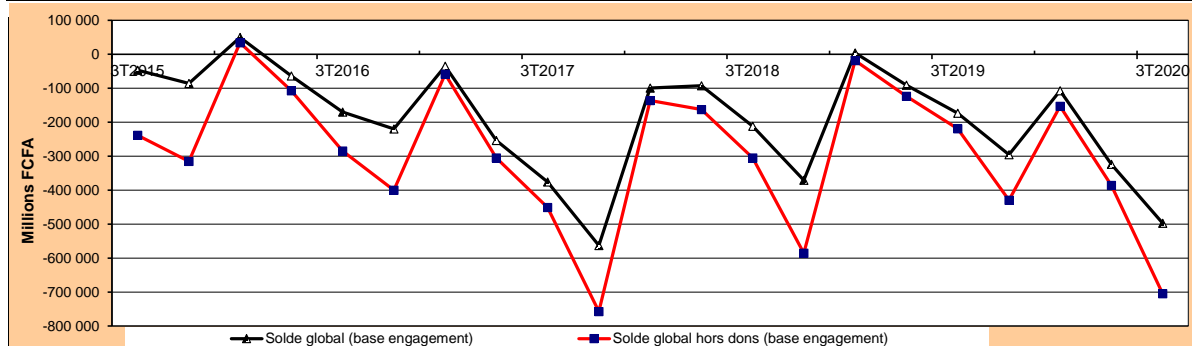
L'accroissement des dépenses de transferts courants est essentiellement dû aux transferts effectifs des ressources aux collectivités territoriales.

Les dépenses en capital se sont établies à 573,95 milliards de FCFA à fin septembre 2020 en accroissement de 75,0% par rapport à la même date en 2019. La hausse s'explique par celle de l'ensemble de ses sous composantes. Les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures ont progressé de 199,06 milliards de FCFA et celles des investissements financées sur ressources propres ont progressé de 46,70 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2019	2019	2020	2020	2020		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	53 396,7	-173 344,7	-295 454,7	-107 430,6	-323 589,1	-497 574,7	-931,8%	187,0%
Solde global hors dons (base engagement)	-623 676,7	-218 982,6	-429 729,4	-152 872,8	-385 939,6	-704 668,6	113,0%	221,8%
Solde primaire	-113 790,0	-148 338,2	-312 660,1	-137 093,7	-323 795,0	-600 169,9	527,4%	304,6%
Solde de base	-237 170,0	-125 128,7	-293 232,8	-45 016,6	-227 752,2	-411 754,5	173,6%	229,1%
Solde global (base caisse)	53 396,7	-230 504,3	-298 044,1	-136 031,3	-307 016,2	-543 718,6	-1018,3%	135,9%
Solde global hors dons (base caisse)	-623 676,7	-276 142,2	-432 318,8	-181 473,6	-369 366,7	-750 812,5	120,4%	171,9%

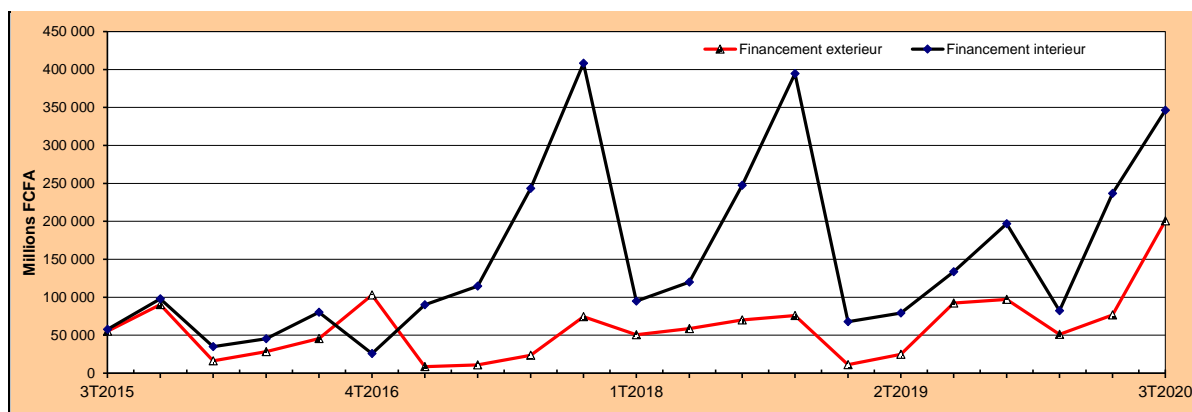


L'exécution des opérations financières de l'Etat, base engagement, est ressortie déficitaire de 497,57 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre un déficit de 173,34 milliards de FCFA à la même période de 2019, soit une aggravation de 324,23 milliards de FCFA.

Quant au déficit global (base caisse), il s'est creusé à 543,72 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 230,50 milliards de FCFA à fin septembre 2019. Il a été couvert par un financement extérieur net de 200,66 milliards de FCFA et par un financement intérieur net de 346,25 milliards de FCFA.

Le financement intérieur net à fin septembre 2020 s'est opéré d'une part, par neuf (13) émissions de bons du Trésor, et sept (13) émissions d'obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 366,60 milliards de FCFA et 513,19 milliards de FCFA et, d'autre part, par des remboursements de 348,81 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et 201,31 milliards de FCFA pour les obligations.

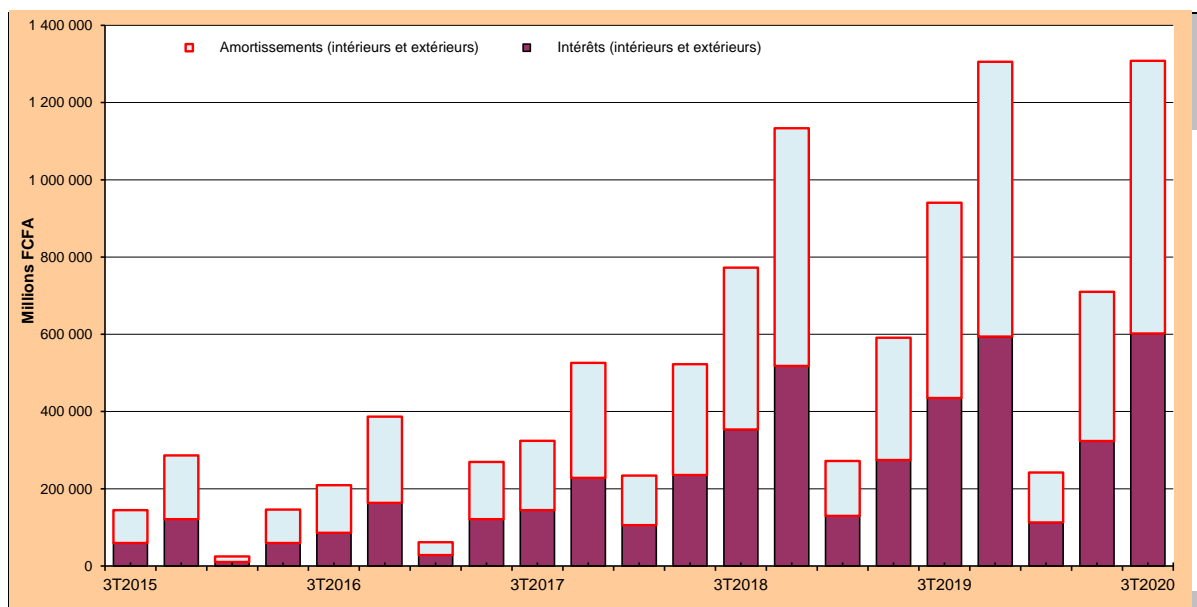
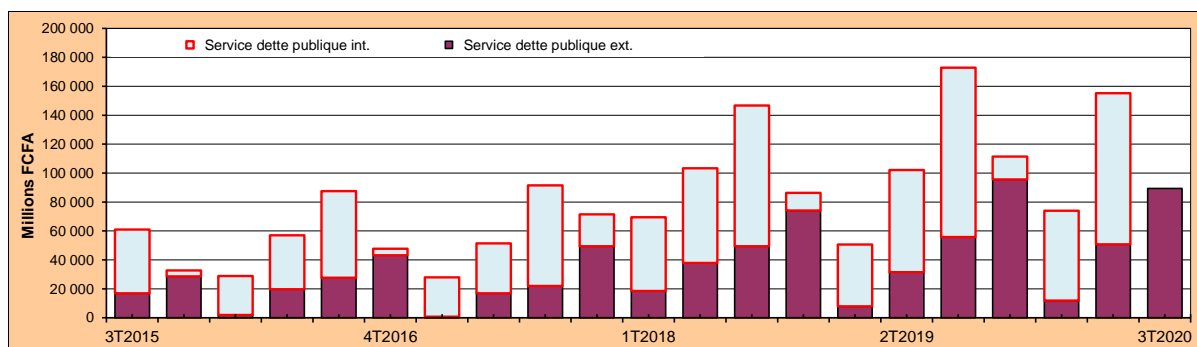
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2019	2019	2020	2020	2020		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Financement	141 624,3	226 052,3	294 085,6	133 459,5	313 402,8	546 913,6	386,2%	141,9%
Financement extérieur	88 515,1	92 360,2	97 154,3	51 175,4	76 555,1	200 659,4	226,7%	117,3%
Décaissements extérieurs	169 070,3	126 579,8	156 099,4	62 413,9	108 825,1	243 522,5	144,0%	92,4%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-80 555,2	-34 219,7	-58 945,1	-11 238,5	-32 270,0	-42 863,1	53,2%	25,3%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	53 109,3	133 692,1	196 931,3	82 284,1	236 847,7	346 254,1	652,0%	159,0%
Financement bancaire	53 109,3	-3 621,9	19 829,0	-626,7	10 512,9	89 575,4	168,7%	-2573,1%
Secteur non bancaire	0,0	137 314,1	177 102,2	82 910,8	226 334,8	256 678,7		86,9%
Gap de financement	143 515,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	605 232,0	505 529,7	711 242,6	128 810,4	385 963,8	706 404,5	116,7%	39,7%
Amortissements (int. et ext.)	481 852	434 885,3	594 173,2	113 031,2	323 819,1	601 905,8	124,9%	38,4%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	123 380	70 644,4	117 069,3	15 779,1	62 144,6	104 498,7	84,7%	47,9%
Service dette publique int.	522 579,0	456 459,8	630 792,4	113 617,4	342 312,2	648 385,6	124,1%	42,0%
Amortissements	430 536	400 665,6	535 228,2	101 792,7	291 549,1	559 042,7	129,8%	39,5%
Intérêts	92 043	55 794,1	95 564,3	11 824,7	50 763,1	89 342,8	97,1%	60,1%
Service dette publique ext.	82 653,1	49 070,0	80 450,2	15 193,0	43 651,5	58 019,0	70,2%	18,2%
Amortissements	51 316	34 219,7	58 945,1	11 238,5	32 270,0	42 863,1	25,3%	25,3%
Intérêts	31 337	14 850,3	21 505,1	3 954,5	11 381,5	15 155,9	48,4%	2,1%
Service dette ext./recettes totales	3,7%	3,7%	4,6%	3,8%	5,5%	4,8%		1,04 points

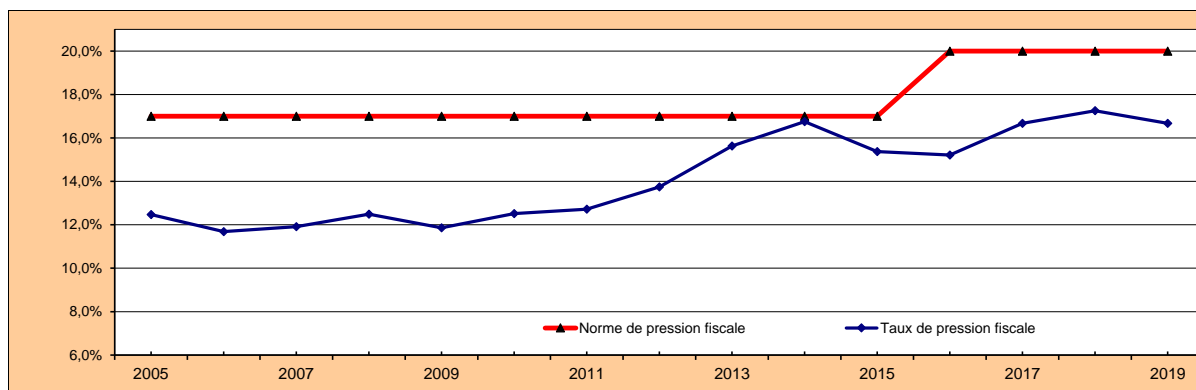


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 4,8% à fin septembre 2020 contre 3,7% à fin septembre de l'année dernière, marquant une hausse de 1,1 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2015	12 2016	12 2017	12 2018	12 2019
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Solde budgétaires global / PIB nominal	\geq	-3%	-1,4%	-3,4%	-7,8%	-4,7%	-3,5%
Taux d'inflation	\leq	3%	-5,2%	0,4%	1,5%	1,9%	-3,2%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	\leq	70%	35,5%	38,8%	38,6%	42,9%	43,4%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	\leq	35%	50,0%	51,6%	49,9%	52,1%	59,3%
Taux de pression fiscale	\geq	20%	15,2%	16,7%	17,3%	17,3%	16,7%



En 2019, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté deux des critères de premier rang à savoir le taux d'inflation et le ratio encours de la dette publique totale rapporté au PIB.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2019. Le taux de pression fiscale s'établirait à 17,3% en 2018 et en 2017, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales serait de 52,1% en 2018 contre 49,9% en 2017, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

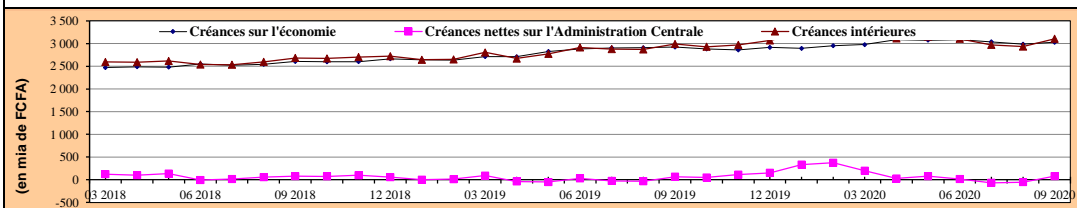
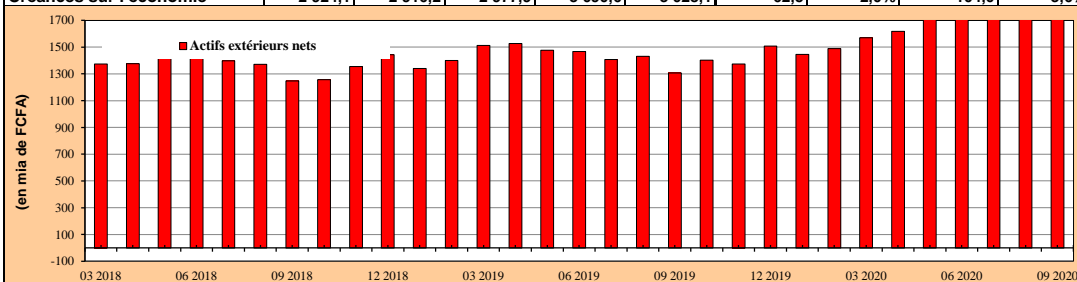
Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire à fin septembre 2020 a été marquée par une progression de la masse monétaire observée sur chacune de ses composantes. Cet accroissement a été induit par l'afflux des Actifs Extérieurs Nets – AEN, les créances intérieures ayant enregistré une contraction.

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Circulation fiduciaire	554,6	655,9	652,3	659,9	624,6	-35,3	-5,4%	69,9	12,6%	
Dépôts transférables	1 651,4	1 828,6	1 876,4	2 104,4	2 025,2	-79,2	-3,8%	373,8	22,6%	
BCEAO	0,6	2,2	0,4	3,0	0,8	-2,2	-73,5%	0,2	32,7%	
Banques	195,7	708,0	195,7	978,1	195,7	-782,4	-80,0%	0,0	0,0%	
CCP et CNE	235,3	250,2	250,2	250,2	250,2	0,0	0,0%	14,9	6,3%	
M1	2 206,0	2 484,5	2 528,7	2 764,3	2 649,7	-114,6	-4,1%	443,7	20,1%	
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 560,0	1 571,9	1 720,5	1 715,6	1 701,9	-13,7	-0,8%	141,9	9,1%	
AID BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
AID Banques	1 559,7	1 571,6	1 720,2	1 715,2	1 701,5	-13,7	-0,8%	141,9	9,1%	
Masse monétaire (M2)	3 766,0	4 056,4	4 249,2	4 479,8	4 351,6	-128,2	-2,9%	585,6	15,5%	
Actifs extérieurs nets	1 306,6	1 508,5	1 571,0	1 962,8	1 859,2	-103,6	-5,3%	552,6	42,3%	
AEN BCEAO	161,5	76,7	324,5	301,8	181,0	-120,8	-40,0%	19,5	12,0%	
AEN Banques	1 145,1	1 431,8	1 246,5	1 661,0	1 678,2	17,2	1,0%	533,1	46,6%	
Créances intérieures	2 992,1	3 068,0	3 176,1	3 107,4	3 105,3	-2,1	-0,1%	113,2	3,8%	
Créances nettes sur l'Admin	68,0	151,8	198,2	16,7	77,2	60,4	360,8%	9,2	13,5%	
CI BCEAO	-70,2	-41,7	-221,5	-263,5	-116,6	146,8	-55,7%	-46,5	66,2%	
CI Banques	138,2	193,6	419,7	280,2	193,8	-86,4	-30,8%	55,6	40,2%	
Créances sur l'économie	2 924,1	2 916,2	2 977,9	3 090,6	3 028,1	-62,5	-2,0%	104,0	3,6%	



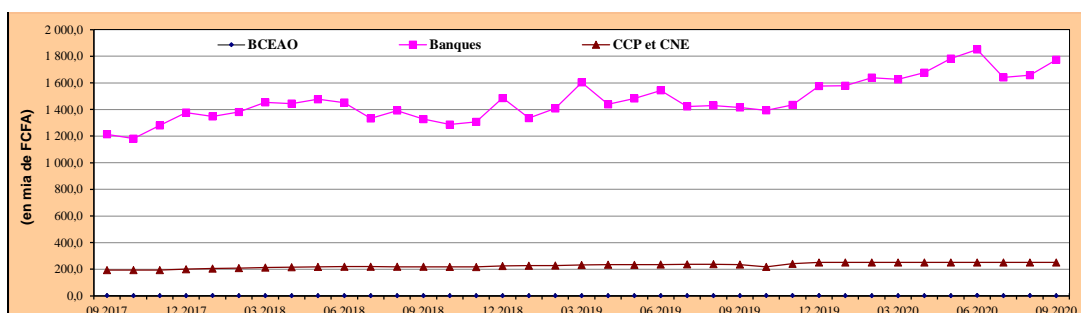
Sources : B.C.E.A.O.

Actifs extérieurs nets

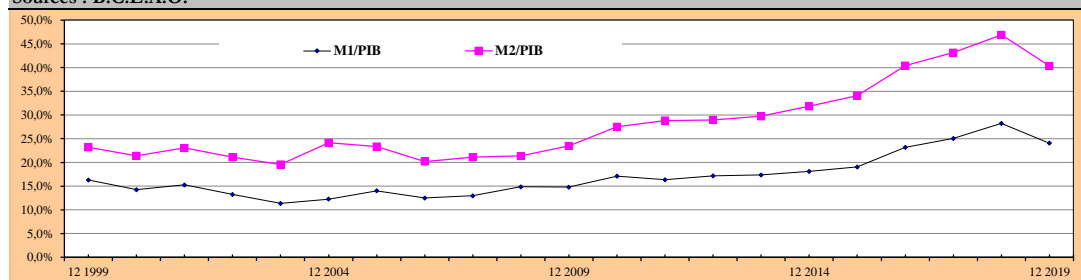
L'accroissement des Actifs Extérieurs Nets des institutions monétaires (+350,6 milliards, soit +23,2% pour s'établir à 1.859,2 milliards) est imprimé par l'augmentation aussi bien des AEN des Autres Institutions de Dépôts - AID (+246,4 milliards, soit +17,2%), que de ceux de la Banque Centrale (+104,3 milliards, soit +135,9%).

En ce qui concerne l'évolution des AEN de la BCEAO, elle s'explique principalement par la hausse de ses créances extérieures brutes (+295,4 milliards), notamment ses avoirs en DTS (+79,4 milliards) et les autres actifs extérieurs (217,3 milliards) et atténuée par la progression concomitante de ses engagements envers les non-résidents (+191,2 milliards) sous forme de crédits du FMI (+78,3 milliards) et des autres engagements extérieurs (+112,9 milliards).

Quant à l'augmentation des AEN des AID, elle est imputable notamment à la hausse de leurs créances extérieures brutes (+248,3 milliards) en lien avec la progression de l'encours des titres publics des autres Etats de l'Union qu'elles détiennent (+516,7 milliards), en dépit de la baisse de l'encours de crédits octroyés aux non-résidents (-284,8 milliards). Au cours de la période, leurs engagements bruts vis-à-vis des non-résidents a presque stagné (+1,9 milliard), la baisse des crédits obtenus des institutions financières non-résidentes (-33,5 milliards) ayant été compensée par la progression des dépôts des non-résidents (+35,8 milliards).



Sources : B.C.E.A.O.



Créances intérieures

Les créances intérieures sont ressorties à 3.105,3 milliards à fin septembre 2020, enregistrant un accroissement de 37,3 milliards (+1,2%) par rapport à leur niveau à fin décembre 2019. Cette évolution est imprimée par la progression des créances sur l'économie qui a été atténuée par le repli des Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale de 74,7 milliards (-49,2%).

En effet, en se situant à 3.028,1 milliards à fin septembre 2020, les créances sur l'économie ont enregistré un accroissement de 112,0 milliards (+3,8%) par rapport à leur niveau à fin décembre 2019, en lien notamment avec la hausse des crédits bancaires aux sociétés non-financières privées (+86,1 milliards) et aux ménages et ISBLSM (+64,6 milliards), atténuée par la baisse des crédits au structures publiques hors Administration centrale (-46,3 milliards). Cette progression des crédits à l'économie en dépit de la pandémie à Covid-19 s'expliquerait par les mesures prises par la BCEAO et par le Gouvernement pour relancer l'activité économique.

En rappel, à fin septembre 2019, les créances sur l'économie avait progressé de 9,7% par rapport à leur niveau à fin décembre 2018.

Quant aux Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale, en s'établissant à 77,2 milliards à fin septembre 2020, elles ont enregistré un repli de 74,7 milliards sur les neuf premiers mois de l'année 2020. Cette évolution résulte notamment de l'augmentation des dépôts du Trésor à la BCEAO (+139,3 milliards), atténuée par l'accroissement des crédits du FMI à l'Etat (+82,8 milliards). Au niveau des banques commerciales, la situation de l'Etat n'a quasiment pas changé (+0,2 milliard), la hausse de l'encours des titres publics détenus par les banques de la place (+173,1 milliards) et de celui des crédits (+71,2 milliards) ayant été contrebalancée par la progression des dépôts de l'Etat dans les banques (+244,1 milliards).

Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties la masse monétaire a progressé de 295,2 milliards (+7,3%) pour se situer à 4.351,6 milliards. Cette hausse a été observée exclusivement au niveau des dépôts (+326,5 milliards, soit +9,6%), la circulation fiduciaire étant en baisse (-31,3 milliards, soit -4,8%). La progression de la masse monétaire a été imprimée notamment par l'afflux des Actifs Extérieurs Nets – AEN, les créances intérieures ayant enregistré une contraction.

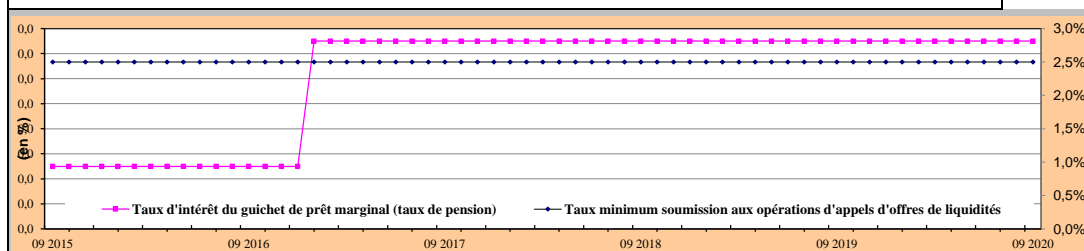
En rappel, à fin septembre 2019, la masse monétaire avait progressé de 1,3% par rapport à fin décembre 2018, en lien avec la progression des créances intérieures (+9,9%), atténuée par le repli des AEN (-9,5%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.15	déc.16	déc.17	déc.18	déc.19
				Est.	Est.
M1/PIB	23,2%	25,0%	28,2%	25,6%	24,1%
M2/PIB	40,4%	43,1%	46,9%	43,1%	40,3%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Variation	
	2019	2019	2020	2020	2020	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	182,5	182,5	182,5	182,5	182,5	0,0%	0,0%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du troisième trimestre 2020, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est resté à 2,00%, taux en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux 2,50% était en vigueur du 16 septembre 2013 au 23 juin 2020). De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,00%, niveau en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux 4,50% était en vigueur du 16 décembre 2016 au 23 juin 2020).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés par les banques de la place s'élève à 1.323,5 milliards sur les neuf premiers mois de 2020 contre 1.281,3 milliards au cours de la même période de 2019, enregistrant ainsi une progression de 42,2 milliards (+3,3%). Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 6,9482% contre 7,1411% à la même période en 2019, soit une baisse de 0,19 point de pourcentage sur un an.

Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours des neuf premiers mois de l'année 2020 s'établit à 1 645,9 milliards de FCFA, après 1.307,8 milliards de FCFA collectés au cours de la même période en 2019, soit une progression de 338,1 milliards de FCFA, soit +25,9%. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,5536% contre 5,7988% en 2019, soit une diminution de 0,25 point de pourcentage.

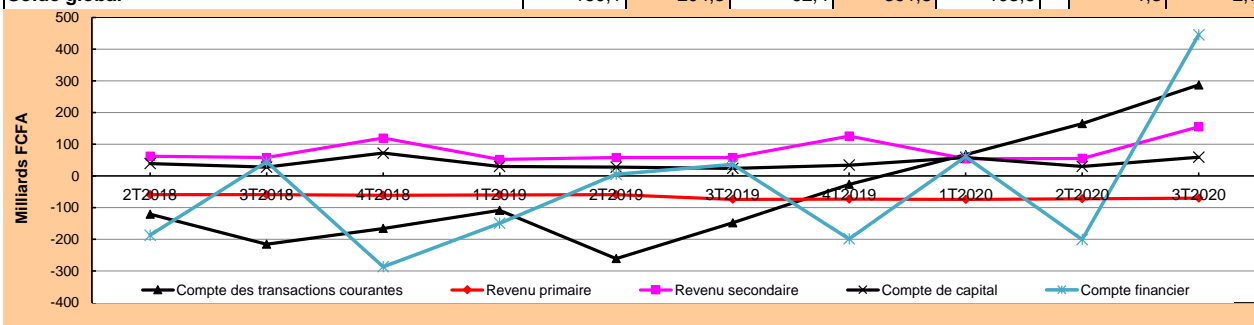
Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Impactés par la pandémie à Covid 19, les échanges avec l'extérieur en 2020 sont marqués par des bouleversements qui se manifestent, pour le Burkina Faso, par un repli des importations et un accroissement notable des exportations imprimé par la résilience du secteur minier, dans un contexte de bonne tenue du cours international.

En ce qui concerne le troisième trimestre, les échanges avec l'extérieur se sont traduits par un accroissement de l'excédent de la balance des transactions courantes et de celui du compte de capital. Au niveau du compte financier, des sorties de capitaux sont enregistrées, conduisant à un solde global déficitaire.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	Glissement	
						trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	-148,6	-26,8	67,0	165,3	286,9	0,7	3,3
Biens et services	-132,6	-79,8	87,9	182,1	201,8	0,1	1,3
Biens	-3,5	70,2	218,4	309,1	333,2	0,1	0,5
Services	-129,1	-150,0	-130,5	-127,0	-131,4	0,0	0,0
Revenu primaire	-74,0	-73,0	-74,6	-72,0	-70,0	0,0	-0,1
– Intérêt sur dette publique	-21,8	-17,5	-6,8	-21,5	-17,8	-0,2	1,6
Revenu secondaire	58,0	126,0	53,8	55,2	155,0	1,8	1,9
Administrations publiques	21,2	90,1	19,4	21,7	119,2	4,5	5,1
Autres secteurs	36,9	35,9	34,4	33,5	35,8	0,1	0,0
– Envois de fonds des travailleurs	36,6	37,0	34,6	34,7	36,4	0,0	0,1
Compte de capital	23,5	33,9	57,9	29,6	58,8	1,0	0,0
Transferts de capital	23,5	33,9	57,8	29,5	58,7	1,0	0,0
Administration publique	10,0	21,1	44,1	16,5	45,5	1,7	0,0
Autre secteurs	13,5	12,8	13,8	13,0	13,3	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	-125,1	7,1	124,9	194,9	345,7	0,8	1,8
Compte financier	35,8	-198,8	60,4	-201,1	445,4	-3,2	6,4
Investissement direct	-21,5	-21,7	-14,5	-14,8	-4,8	-0,7	-0,7
Titres de participation	-32,6	-32,8	-27,7	-27,2	-20,3	-0,3	-0,3
Instruments de dettes	11,1	11,1	13,2	12,4	15,4	0,2	0,2
Investissements de portefeuille	-30,0	-30,0	-69,3	-70,8	-56,7	-0,2	-0,2
Titres de participation	-2,7	-2,7	-6,7	-6,1	-1,9	-0,7	-0,7
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-27,3	-27,3	-62,6	-64,8	-54,8	-0,2	-0,1
Autres investissements	87,3	-147,1	144,2	-115,5	506,9	-5,4	2,5
Administrations publiques	-91,2	-64,2	-65,3	-85,3	9,1	-1,1	-1,1
Solde global	-160,1	204,3	62,4	391,8	-103,6	-1,3	-2,7



Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes s'est amélioré de 121,6 milliards au troisième trimestre 2020, en ressortant en excédent de 286,9 milliards (+73,5%), après un excédent de 165,3 milliards au deuxième trimestre 2020. Cette évolution favorable est imputable notamment à l'amélioration de l'ensemble de ses sous-comptes au cours de la période sous revue.

Par rapport au troisième trimestre de l'année 2019 où il avait été observé un déficit courant de 148,6 milliards, le trimestre sous revue a enregistré une amélioration de 435,4 milliards, imprimée notamment par le compte des biens et services et celui du revenu secondaire.

La balance des biens s'est améliorée de 24,1 milliards en variation trimestrielle, en passant d'un excédent de 309,1 milliards au deuxième trimestre 2020 à un excédent de 333,2 milliards au troisième trimestre 2020. Cette évolution résulte d'une progression des exportations (+37,7 milliards, soit +4,8%), plus importante que celle des importations (+13,6 milliards, soit +2,8%).

En variation annuelle, le solde commercial s'est amélioré de 336,7 milliards au troisième trimestre 2020, en lien avec la progression des exportations (+324,7 milliards, soit +64,7%), accentuée par le repli des importations (-12,0 milliards, soit -2,4%).

Le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 167,5% au troisième trimestre 2020 contre 164,4% au deuxième trimestre 2020 et 99,3% au troisième trimestre de 2019.

Le déficit structurel de la balance des services s'est aggravé de 4,4 milliards, passant de 127,0 milliards au deuxième trimestre 2020 à 131,4 milliards au troisième trimestre 2020. Cette évolution défavorable s'explique par la progression des importations de services de fret, en relation avec la progression des importations de marchandises (+2,8%). En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est également creusé (-2,2 milliards).

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des sorties nettes de ressources de 70,0 milliards au troisième trimestre 2020, après des sorties nettes de 72,0 milliards au trimestre précédent, soit une amélioration de 2,0 milliards, imprimée par le repli des paiements au titre des intérêts de la dette extérieure publique de 3,7 milliards. En variation annuelle, le déficit du compte du revenu primaire s'est réduit de 4,0 milliards en lien avec le repli des montants payés au titre des intérêts sur la dette publique extérieure.

L'excédent du **compte du revenu secondaire** s'est accru de 99,8 milliards, en ressortant à 155,0 milliards au trimestre sous revue, après un excédent de 55,2 milliards au deuxième trimestre de 2020. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des dons programmes au profit de l'Administration publique (+97,5 milliards). En variation annuelle, le solde du compte du revenu secondaire s'est amélioré de 97,0 milliards, en raison de la hausse des dons programmes (+98,0 milliards).

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 58,8 milliards, après une réalisation de 29,6 milliards au deuxième trimestre 2020, soit une amélioration de 29,2 milliards, principalement sous l'effet de l'afflux des transferts en capital au profit de l'Administration publique. En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 45,5 milliards au cours du troisième trimestre 2020, contre 16,5 milliards au cours du trimestre précédent. Par rapport au niveau de 10,0 milliards mobilisés au troisième trimestre de 2019, les dons projets au profit de l'Administration publique ont enregistré un accroissement de 35,5 milliards, entraînant une amélioration du compte de capital de 35,3 milliards.

De l'évolution des comptes de transactions courantes et du compte de capital, il résulte **une capacité de financement de l'économie** burkinabè d'un montant de 345,7 milliards contre un une capacité de financement de 194,9 milliards au trimestre précédent. Au troisième trimestre 2019, un besoin de financement de 125,1 milliards avait été enregistré.

Le compte financier a enregistré des sorties nettes de capitaux de 445,4 milliards, après des entrées nettes de 201,1 milliards au deuxième trimestre 2020, soit un repli des capitaux de 646,5 milliards. Cette évolution du compte financier est imprimée principalement par les autres investissements au titre desquels les sorties nettes de capitaux de 506,9 milliards ont été enregistrées. Au cours de la période sous revue, les entrées nettes de capitaux au titre des investissements directs étrangers (IDE) et des investissements de portefeuille ont diminué respectivement de 10,0 milliards et 14,2 milliards.

En variation annuelle, le compte financier a enregistré un accroissement de 409,6 milliards des sorties de capitaux par rapport aux sorties nettes de 35,8 milliards enregistrées au troisième trimestre 2019.

Au troisième trimestre de l'année 2020, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites **par un solde global déficitaire** de 103,6 milliards, contre un excédent de 391,8 milliards au deuxième trimestre 2020 et un déficit de 160,1 milliards au même trimestre de l'année 2019. La détérioration du solde global en variation trimestrielle est attribuable au compte financier et à celui des services.

Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin septembre 2020, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 1.969,3 milliards, après des positions nettes débitrices de 2.572,0 milliards et 2.278,9 milliards, respectivement à fin septembre 2019 et fin juin 2020. Cette amélioration en variation trimestrielle de la position débitrice de 309,5 milliards est consécutive à une hausse du stock d'actifs financiers (+340,6 milliards), plus importante que celle du stock de passifs financiers (+31,1 milliards).

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

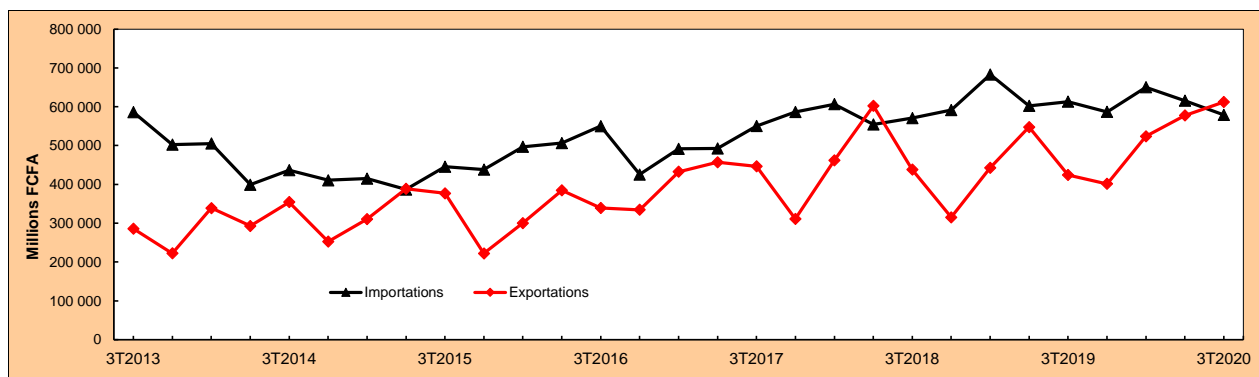
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
TOTAL	586 957,8	650 373,2	615 635,5	559 371,6	579 248,6	3,6%	-1,3%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	6 288,9	6 243,3	6 693,0	7 049,1	6 896,0	-2,2%	9,7%
Produits du règne végétal	27 434,7	33 394,3	29 869,6	27 001,9	26 572,1	-1,6%	-3,1%
Graisses et huiles animales ou végétales	3 092,8	2 484,9	3 500,5	5 293,4	2 458,8	-53,6%	-20,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	21 880,0	24 794,5	21 754,8	29 707,8	25 641,7	-13,7%	17,2%
Produits minéraux	192 090,3	196 737,7	212 590,7	161 719,7	168 410,1	4,1%	-12,3%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	62 523,9	65 798,1	79 981,3	82 294,1	67 160,6	-18,4%	7,4%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	20 075,4	23 709,0	20 267,9	21 293,2	19 680,1	-7,6%	-2,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	490,7	393,8	524,6	600,8	944,9	57,3%	92,5%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	844,1	998,1	1 046,0	1 370,5	1 301,3	-5,1%	54,2%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	8 352,0	6 978,6	6 533,0	7 203,9	8 102,7	12,5%	-3,0%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	9 324,7	9 535,4	9 503,9	12 947,1	13 450,1	3,9%	44,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 127,0	1 454,5	1 766,8	754,1	1 286,6	70,6%	14,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	6 439,3	5 400,5	6 101,7	6 541,6	6 297,5	-3,7%	-2,2%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préc.	70,4	21,1	21,3	40,8	105,4	158,2%	49,7%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	38 746,6	36 976,6	34 773,5	37 945,9	36 035,7	-5,0%	-7,0%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	89 570,9	151 688,3	118 714,5	92 650,0	87 226,0	-5,9%	-2,6%
Matériel de transport	87 611,3	70 452,1	50 375,1	47 027,3	92 911,7	97,6%	6,0%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	5 630,8	7 145,0	6 323,6	12 534,1	9 794,4	-21,9%	73,9%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	181,9	340,4	707,0	396,2	400,5	1,1%	120,2%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 3,6% portant le niveau des importations de 559,4 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2020 à 579,3 milliards de FCFA au troisième trimestre. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des importations du matériel de transport (+45,9 milliards de FCFA) et des produits minéraux (4,1).

Comparativement au même trimestre de 2019, un repli de 1,4% des importations a été observée. Cette légère baisse est imputable principalement à la baisse de la facture pétrolière de 12,4%.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
TOTAL	401 268,0	523 736,7	577 727,7	598 971,3	612 079,5	2,2%	52,5%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	111,6	192,6	107,9	112,9	166,2	47,2%	48,9%
Produits du règne végétal	31 399,2	32 967,3	51 246,2	40 072,6	21 058,6	-47,4%	-32,9%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	18 227,2	27 262,6	32 199,5	9 053,8	2 203,4	-75,7%	-87,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 596,2	5 173,4	6 298,6	5 349,1	4 805,9	-10,2%	4,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 378,9	1 336,8	3 257,3	2 584,7	1 271,6	-50,8%	-7,8%
Produits minéraux	1 216,9	1 625,2	17 642,9	17 780,8	21 833,9	22,8%	1694,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 627,4	1 727,9	1 484,9	1 399,3	2 999,8	114,4%	84,3%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	79,4	1 661,2	194,6	206,6	208,5	0,9%	162,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	2,0	75,8	23,1	1,4	1,2	-12,2%	-39,2%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1,4	18,2	10,1	9,3	7,3	-20,9%	429,3%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	56,9	8,7	1,4	86,2	38,8	-54,9%	-31,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	968,9	65 340,7	86 125,2	37 910,4	6 773,7	-82,1%	599,1%
dont coton fibre	424,6	64 665,5	85 200,9	37 178,6	5 997,4	-83,9%	1312,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	0,5	16,1	1,8	0,5	9,2	1748,7%	1796,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	29,7	56,6	7,5	7,7	9,5	23,6%	-68,1%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	331 632,9	367 489,1	400 230,5	482 632,9	544 734,3	12,9%	64,3%
dont or	331 231,0	366 947,7	399 511,6	481 870,3	543 617,4	12,8%	64,1%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	22 251,6	21 848,0	3 023,7	3 159,6	2 240,3	-29,1%	-89,9%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	3 678,5	5 596,4	5 398,5	4 855,0	3 374,0	-30,5%	-8,3%
Matériel de transport	1 179,2	18 005,7	2 038,5	2 431,0	2 104,2	-13,4%	78,4%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	129,7	314,6	308,7	66,2	141,0	113,0%	8,8%
Marchandises et produits divers	591,8	212,5	206,7	281,9	282,2	0,1%	-52,3%

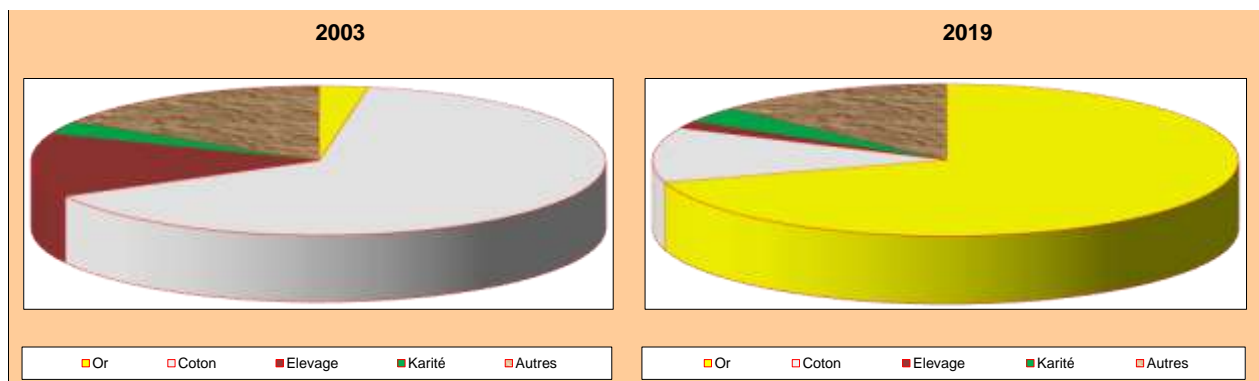


Au troisième trimestre 2020, les exportations enregistrent une hausse 2,2% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 598,6 milliards FCFA au deuxième trimestre 2020 à 612,1 milliards FCFA au troisième trimestre. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations d'or non monétaire (+12,9%) ressorties à 543,6 milliards. En effet, la baisse des exportations de coton fibre (-31,2 milliards de FCFA) et des produits du règne végétal (-19,0 milliards de FCFA) a amoindri la hausse des exportations de l'or non monétaire (+61,7 milliards de FCFA).

En glissement annuel, il est observé une forte hausse de 52,5%, soit 210,8 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2019. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations d'or non monétaire (+64,1%) et des produits minéraux (+20,6 milliards de FCFA).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2003	2016	2017	2018	2019
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'or dans total	2,8%	65,1%	67,7%	68,0%	70,2%
Part du coton dans total	64,4%	11,8%	13,4%	11,4%	11,7%
Part des produits de l'élevage dans total	13,7%	1,9%	1,7%	1,5%	1,5%
Part du karité dans total	3,0%	1,8%	3,5%	3,2%	3,5%
Part des autres produits dans total	16,2%	19,4%	13,7%	16,0%	13,1%

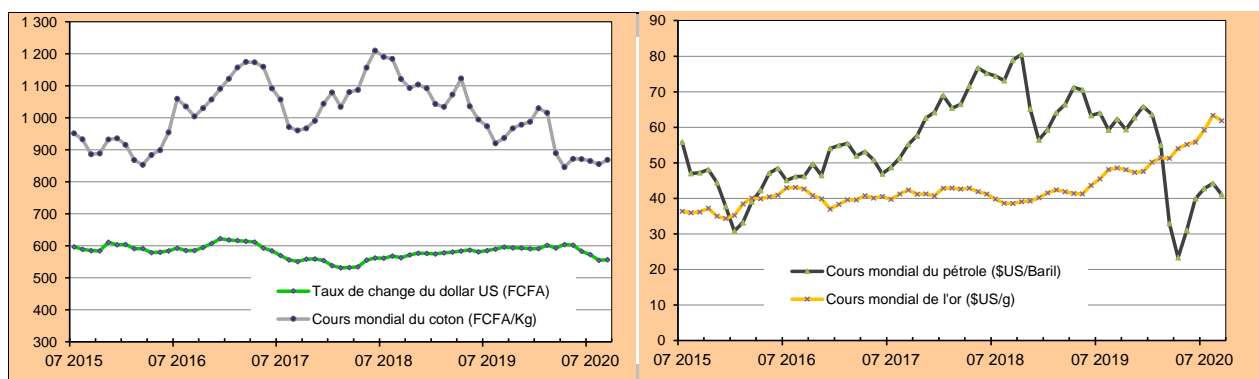


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 70,2% de la part des exportations en 2019. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 47,9 tonnes en 2019.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	590,1	592,3	595,2	596,2	561,1	-5,9%	-4,9%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	61,9	62,7	50,5	31,4	42,7	35,9%	-30,9%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 599,3	1 650,3	1 643,5	1 447,8	1 537,9	6,2%	-3,8%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	47,4	47,7	50,9	55,0	61,5	11,8%	29,7%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	36,5	37,1	30,1	18,7	24,0	28,3%	-34,3%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	943,7	977,5	978,3	862,8	862,7	0,0%	-8,6%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	28,0	28,2	30,3	32,8	34,5	5,2%	23,2%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,026	0,026	0,035	0,048	0,036	-25,0%	39,4%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, **le dollar américain rompt avec sa tendance haussière en glissement trimestriel vis à vis du FCFA** avec une dépréciation de 5,9% de sa valeur au troisième trimestre de l'année 2020. Toutefois, une hausse mensuelle est constatée à la fin de ce trimestre et s'expliquerait par un regain d'aversion au risque des investisseurs mais aussi l'espoir d'un nouveau plan de relance économique aux Etats-Unis. En moyenne, le dollar s'est échangé à 561,1 FCFA au troisième trimestre 2020 contre 596,2 FCFA un trimestre plus tôt. De même, en glissement annuel, le cours actuel est en-dessous de sa valeur par rapport au franc CFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en dépréciation de 4,9% ce trimestre comparativement au même trimestre de 2019.

- Prix des produits exportés :

Rupture de la chute du cours du coton sur les marchés mondiaux. Il est en hausse de 6,2% au troisième trimestre 2020 en revenant à 1537,9 dollars la tonne contre 1447,8 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a diminué de 3,8%. En outre, converti en francs CFA, la fibre de coton valait 862,7 FCFA le kilogramme, contre 862,8 FCFA au second trimestre 2020, soit quasi stabilité et un glissement annuel de -8,6%.

Rafermissement de la hausse du cours de l'or entamée depuis huit trimestres. Le cours du métal jaune a été caractérisé par la poursuite de son regain au troisième trimestre 2020 avec une hausse de 11,8% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or valait, en moyenne, 61,5 dollars le gramme contre 55,0 dollars au second trimestre 2020. Sur la base annuelle, le cours de l'or dépasse nettement le niveau du même trimestre de l'année passée avec une hausse de 29,7% au troisième trimestre 2020. Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 34 478 francs le gramme, en augmentation de 5,2% en rythme trimestriel et de 23,2% en glissement annuel. Le cours de l'once d'or demeure fortement influencé par le haut niveau d'incertitudes engendrées notamment par la crise sanitaire de la COVID-19.

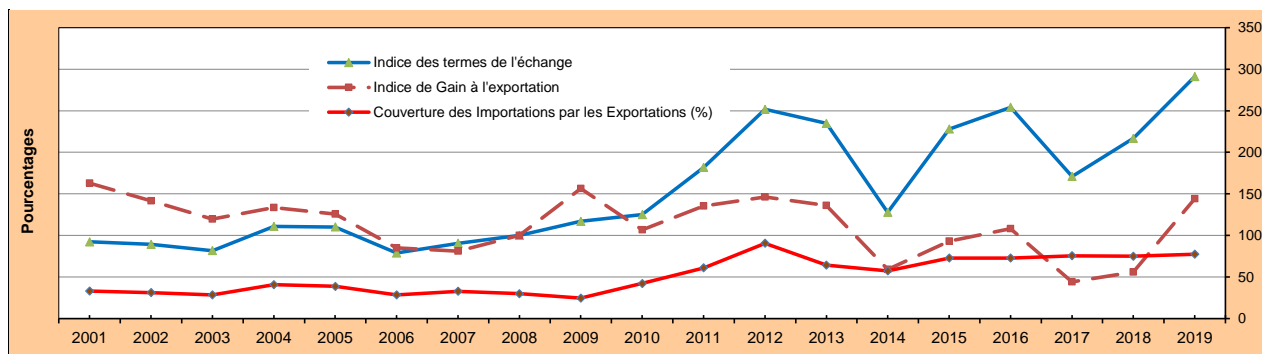
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le troisième trimestre 2020 a connu la hausse des cours. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 42,7 dollars au troisième trimestre 2020 contre 31,4 dollars le trimestre précédent, correspondant à une augmentation de 35,9%, notamment les deux premiers mois dudit trimestre. En glissement annuel, il a enregistré une contraction de 30,9% au troisième trimestre 2020. Exprimé en franc FCFA, il est en hausse de 28,3% en rythme trimestriel et en baisse de 34,3% en glissement annuel. L'évolution du cours du baril de pétrole a été principalement influencée par la reprise des activités suite aux mesures d'allègement progressif du confinement des populations à travers le monde en début mai 2020.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2015	12 2016	12 2017	12 2018	12 2019	Var. 2019	
						Var./2018	Var./2017
Indice prix à l'exportation	231,2	160,7	178,3	150,9	247,1	63,7%	38,6%
Indice prix à l'importation	90,9	94,0	82,3	79,3	84,9	7,1%	3,1%
Indice des termes de l'échange	254,2	170,9	216,6	190,4	291,1	52,9%	34,4%
Indice de gain à l'exportation	108,0	44,1	55,8	38,2	144,2	277,1%	158,5%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	72,9	75,6	74,9	74,9	77,4	3,3%	3,3%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013. En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015, 76,1% en 2016 et 74,9% en 2017 et 2018. Cependant, le taux de couverture est passé à 108,7% au premier trimestre 2018.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n. le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
GUIGMA, Alidou	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
DINDANE, Issaka MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP